

Points de mire



CEPES
CENTRE D'ÉTUDES DES POLITIQUES
ÉTRANGÈRES ET DE SÉCURITÉ

L'Abkhazie à nouveau dans la tourmente

Par Pierre Jolicoeur
Chercheur associé au CEPES

Après un cessez-le-feu difficilement maintenu depuis 1994, les milices géorgiennes et abkhazes se mobilisent et reprennent les combats. Les dirigeants géorgiens accusent la Russie d'organiser une déstabilisation de la Géorgie et demandent l'accélération de l'évacuation des troupes russes de son territoire. La Russie prétend au contraire que la Géorgie aurait perdu le contrôle de son territoire, ce qui indique que les forces russes interviendront peut-être à nouveau dans ce conflit caucasien.

Le conflit

L'Abkhazie, une région de la Géorgie située sur les bords de la mer Noire, a livré une guerre d'indépendance en 1992-1993, provoquant des milliers de morts et l'exode de près de deux cent cinquante mille Géorgiens. Malgré leur infériorité numérique, les Abkhazes, ne formant que 17 % de la population de l'Abkhazie avant le déclenchement du conflit (les Géorgiens formaient pour leur part près de 50 %, les Russes 15 % et les Arméniens 15 %), ont vaincu les troupes géorgiennes. Depuis 1993, l'Abkhazie est de facto indépendante, mais n'est pas reconnue comme telle par la communauté internationale.

L'échec de l'armée géorgienne, s'explique par le fait qu'elle devait, à l'époque où la Géorgie était nouvellement indépendante, relever le double défi de se constituer en une force nationale, tout en étant activement engagée dans un conflit majeur. En même temps, le pays était aux prises avec d'autres mouvements sécessionnistes et se relevait à peine d'un important conflit armé en Ossétie du Sud et d'une guerre civile qui s'est soldée par le renversement du président géorgien Zviad Gamsakhourdia. L'échec des Géorgiens s'explique également par l'importante aide étrangère dont ont pu bénéficier les Abkhazes, notamment de la part des Tchétchènes et des Russes. Les Tchétchènes, se sentant solidaires d'un autre peuple caucasien qui luttait pour son indépendance, ont fourni plusieurs centaines de combattants, tandis que la Russie, soucieuse de garder des moyens de pression sur la Géorgie, avait indirectement participé au conflit en fournissant de l'équipement militaire et en permettant à ses généraux d'encadrer sur le terrain les opérations menées par les Abkhazes. Ainsi paradoxalement, les Russes et les Tchétchènes, qui s'affronteront militairement à partir de 1994 en Tchétchénie, appuyaient le même camp en Abkhazie en 1992-1993.

Depuis 1994, sous l'égide des Nations unies, qui comptent cent six observateurs sur place, un

processus de paix s'était mis en place en Abkhazie sans jamais aboutir. Soukhoumi et Tbilissi, capitales respectives de l'Abkhazie et de la Géorgie, ne parviennent pas à s'entendre le statut juridique de la région sécessionniste. Une force de maintien de la paix a été mandatée par la Communauté des États indépendants (CEI, regroupant 12 des 15 anciennes républiques de l'URSS), dont le contingent est essentiellement composé de Russes. Jusqu'à aujourd'hui, la Russie se trouve donc en position de médiateur incontournable dans ce conflit.

Les derniers développements

Depuis les attentats du 11 septembre, les tensions se sont accrues rapidement dans la région. Le 3 octobre, des guérillas géorgiennes, apparemment appuyées par des combattants tchétchènes, ont pris d'assaut un village abkhaze, provoquant de ce fait cinq morts. Cinq jours plus tard, le 8 octobre, un hélicoptère transportant six membres de la mission des Nations unies (MONUG) a été abattu par un tir de lance-grenades dans les gorges de Kodor. Selon les Abkhazes, cette vallée est contrôlée par des « partisans » géorgiens et des rebelles tchétchènes. Le lendemain, des bombardements aériens ont touché des villages abkhazes. Soukhoumi a aussitôt accusé Tbilissi, qui, de son côté, a imputé la responsabilité à Moscou. Les responsables géorgiens affirment en effet avoir intercepté des communications radio qui « indiquent clairement » la responsabilité des Russes dans ces raids aériens.

Suite à ces événements, l'Abkhazie a proclamé une mobilisation générale tandis que la Géorgie menace d'abattre tout avion non identifié qui survolerait son territoire. Des combats opposent depuis les forces abkhazes à quelques centaines de combattants dans la région du mont Sakharnaia Gora, près de Soukhoumi.

Dans tous ces événements, les dirigeants abkhazes affirment affronter non seulement l'armée régulière géorgienne dans les gorges de Kodor, mais également la guérilla tchétchène. Les forces abkhazes s'opposeraient à plusieurs centaines de combattants tchétchènes (les estimations locales varient faisant état de 200 à 1200 miliciens) entrés en Abkhazie depuis le territoire géorgien et qui se dirigent désormais au nord vers les frontières russes. Le représentant des autorités abkhazes en Russie, Igor Akhba, a estimé que le transit des combattants tchétchènes à travers le territoire géorgien – depuis la région de Pankisi, frontalière avec la Tchétchénie, à plusieurs centaines de kilomètres de l'Abkhazie – ne pouvait avoir eu lieu sans la connaissance du gouvernement géorgien.

Le représentant abkhaze en Russie a prévenu que Soukhoumi considérerait le déploiement de forces régulières géorgiennes dans la zone des combats comme une « agression » et pourrait demander en



Unité du CEIM

Vol. 2, no 8 (16 octobre 2001)
Disponible à l'adresse : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepess>
Collection dirigée par Pierre Jolicoeur

UQAM
Université du Québec à Montréal

Points de mire

conséquence l'aide militaire de la Russie. Les forces géorgiennes reconnaissent avoir mobilisé ces derniers jours plusieurs centaines d'hommes dans la zone, mais affirment qu'il ne s'agit que de protéger la population civile.

Les responsabilités

En Géorgie, on accuse ouvertement la Russie du déclenchement de ces éclats. En appui à cette thèse, les services secrets géorgiens ont fait état, le 10 octobre, de conversations radio de « militaires russes » interceptées en Abkhazie. Le ministre géorgien de la Sécurité, Vakhtang

Kouteladze, en a cité quelques phrases, visant à démontrer la responsabilité des militaires russes dans le regain de tension en Abkhazie.

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Ivanov, répond aux accusations de Tbilissi avec une certaine froideur. « La Russie continue à reconnaître l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Géorgie ». Selon lui, la responsabilité d'un nouveau conflit incombe aux Tchétchènes réfugiés en Géorgie. Tbilissi serait responsable d'avoir toléré sur son territoire des rebelles tchétchènes, particulièrement dans la Gorge de Pankisi voisine de la Tchétchénie, en affirmant qu'il ne s'agissait que de réfugiés. Depuis un an, et particulièrement depuis le 11 septembre, Moscou fait des pressions sur la Géorgie pour qu'elle resserre son contrôle sur cette région suspectée de servir de sanctuaire aux séparatistes tchétchènes. Certains dirigeants du Kremlin ont même annoncé publiquement le besoin de la Russie d'occuper militairement la Gorge de Pankisi pour assurer la sécurité du territoire russe.

Les enjeux de cette nouvelle crise

Étant donné l'implication de combattants tchétchènes en Abkhazie, il sera difficile pour la Russie de ne pas s'impliquer dans ce conflit. Le président géorgien Chevardnadze a soumis dans une allocution télévisée les bonnes relations avec la Russie à une condition : la non-ingérence de la Russie en Abkhazie. Poutine a clairement répondu qu'il considérait « le conflit abkhazo-géorgien comme un problème politique de la Géorgie » et que la Russie « n'avait pas l'intention de s'y laisser entraîner », mais tout le monde sait qu'il ne peut ni ne veut laisser les mains libres aux Tchétchènes en Géorgie.

D'autres facteurs obligent également la Russie à se préoccuper de ce conflit. D'une part, l'Abkhazie a réclamé son rattachement à la Russie. Le « Premier ministre » abkhaze auto-proclamé, Anri Djerguénia, a annoncé que le territoire séparatiste avait « officiellement demandé à la [Fédération de] Russie un statut de membre associé », ce qui équivaudrait à une intégration de l'Abkhazie à la Russie. Si les dirigeants du Kremlin ne veulent pas ouvrir la boîte de pandore des changements de frontières dans la région, ils ne peuvent rester insensibles à cet appel à l'aide. D'autant plus que la Russie a intérêt de trouver un moyen de maintenir ses troupes armées dans la région.

D'abord, le chaos géorgien lui procure un bon prétexte pour justifier la pénétration des militaires russes sur le territoire géorgien, si la Russie le désire, pour lutter contre les rebelles tchétchènes. Comme la Russie a

toujours lié les activistes tchétchènes à des groupes de terroristes internationaux, incluant le réseau de ben Laden, elle pourrait y intervenir sans trop susciter l'ire de la communauté internationale (voir « La nouvelle coopération internationale après les attentats aux États-Unis » Points de mire, vol. 2, no 6).

De plus, la Russie utilise l'instabilité en Géorgie pour justifier le maintien de sa présence militaire dans la région. Outre une base militaire héritée de l'URSS à Gudauta, dont elle aurait dû se retirer l'été dernier aux termes d'un accord signé en 1999 avec la Géorgie, sous l'égide de l'OSCE, la Russie dispose d'un contingent de 1 600 hommes déployé en Abkhazie sous mandat de la CEI, en fait les seuls soldats de la CEI déployés dans la région. Cette présence militaire russe lui sert à maintenir une pression sur la Géorgie, qui n'a jamais caché son intention d'intégrer l'OTAN. Pour la Russie, la Géorgie, de même que chacune des anciennes républiques de l'URSS, constitue une « ligne rouge » que l'OTAN ne devrait pas franchir.

Le gouvernement géorgien cherche à utiliser ce conflit pour neutraliser la présence militaire russe sur son territoire. Le 12 octobre, Tbilissi a exigé le retrait de la mission de la CEI dans les trois mois, demandant leur remplacement par des casques bleus de l'ONU. Le président Vladimir Poutine s'est dit prêt à retirer ces troupes à la condition que Tbilissi « prenne l'entière responsabilité devant la communauté internationale et l'opinion publique » d'assurer la sécurité en Abkhazie. Jusqu'à tout récemment, il semblait hautement improbable que la Russie accepte de se retirer de cette région. Il y a quelques semaines, un responsable de l'administration présidentielle russe, Alexei Voline, avait souligné que la situation pourrait devenir « absolument incontrôlable » et « dangereuse pour toute la région » du Caucase en cas de retrait de ces troupes russes d'Abkhazie.

Le regain de tension en Abkhazie est ainsi une sorte de trappe pour la Russie. Cette dernière a en effet toujours prétendu qu'il s'agissait d'une affaire intérieure de la Géorgie, mais a constamment soutenu les indépendantistes avec du matériel militaire. Si la récente incursion tchétchéno-géorgienne remporte quelques succès en Abkhazie, la Russie devra faire un difficile choix entre l'abandon de l'Abkhazie, au risque de voir les Tchétchènes reprendre du galon, et le renforcement de sa présence militaire pour protéger l'indépendance abkhaze et ne pourra plus dissimuler son appui aux indépendantistes abkhazes.

Pour aller plus loin

« La tension s'accroît entre la Russie et la Géorgie, où les affrontements ont repris », Le monde, 13 octobre 2001, http://www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,233806,00.html.

« Le conflit qui ravage l'Abkhazie vire à l'affrontement russo-géorgien », Le Temps, 16 octobre 2001, <http://www.letemps.ch/template/international.asp?page=4&contenuPage=&article=75207&quickbar=>.

Le dossier Tchétchénie, Yahoo!, <http://fr.fc.yahoo.com/t/tchetchenie.html>.